

Demain, la finance durable : comment accélérer la mutation vers plus de responsabilité sociale et environnementales

Déclaration du groupe CGT

Le ministre de l'Économie a déclaré « On ne peut pas continuer avec un capitalisme qui accroît les inégalités ». Pourtant : - 180 mds ont été versés aux actionnaires en France. - 2 500 filiales des entreprises du CAC sont implantées dans des territoires considérés comme des paradis fiscaux - Les 10 femmes et hommes les plus riches du monde ont une fortune estimée à 650 milliards d'euros - 26 milliardaires détiendraient autant de richesses que 3,8 milliards de personnes - Les inégalités sociales explosent comme le montrent encore récemment les rapports d'OXFAM ou ATTAC

- La situation climatique nécessite des changements sans précédents afin que les émissions mondiales de CO² diminuent de 45% d'ici à 2030 - Des mouvements actuels qui expriment des demandes de transformations sociales radicales en lien avec cette situation

Tel est le constat, 10 ans après la crise dite des « subprimes » et le sauvetage de ce système au prix de l'injection de centaines de milliards d'euros d'argent public sans contrôle ni critère.

Alors même que grandissent les risques d'une nouvelle crise financière systémique, le CESE aurait dû élaborer des propositions fortes pour changer de paradigme. Le sujet de la « Finance durable » aurait pu être l'occasion de préconisations combinant enjeux environnementaux, économiques et sociaux, encourageant l'intervention directe des salariés et citoyens pour répondre à ces enjeux.

Cet avis, très fortement suggéré par la Fédération Bancaire Française, contient certes des préconisations positives, comme la consultation des CCE, mais ne prend pas la mesure de l'urgence. Il reste trop empreint d'un « green washing » qu'il prétend pourtant dépasser avec des incitations sans contraintes et sans encadrement réel des agences de notations.

Un consensus aurait pu être recherché afin d'élaborer des incitations concrètes pour accélérer la mutation de la finance. Cela aurait dû conduire à faire de propositions ambitieuses pour réorienter ce secteur vers son rôle de levier permettant de combiner social

et environnemental au service de l'intérêt collectif, d'en faire un meilleur outil au service de la transition énergétique, et un meilleur vecteur de l'application de normes sociales.

C'est ce que nous qualifions, à la CGT, de Développement Humain Durable. Nous avons des propositions en ce sens, telles que la lutte contre la spéculation financière et le coût du capital, la réorientation de la finance au service de l'investissement productif, la création d'un pôle financier public, la réorientation du crédit, au niveau national, européen et mondial.

Peser sur la finance nécessite aussi de développer la démocratie dans l'entreprise et sur les territoires, avec de nouveaux pouvoirs des salariés et des populations, pour définir les choix stratégiques.

Pour la CGT, cet avis ne répond pas à ces enjeux. Elle a voté contre.